

4^e Colloque international
Changements structurels dans le journalisme
MEJOR – 2017
Appel à communication

Le journalisme impuissant ?

Projet séculaire du journalisme
et contextes extrêmes

Lieu : Québec- Canada

Université Laval

Dates : **du mercredi 3 mai 2017 en soirée d'ouverture au samedi 6 mai 2017 en fin de journée**

Clôture de l'appel : 20 octobre 2016

Organisé par : Le Département d'information et de communication de l'Université Laval

Collaborations : le Réseau d'Études sur le Journalisme (REJ), le Centre de recherche sur l'action politique en Europe (CRAPE-Arènes)- Rennes, le Centre de recherche en information et communication (ReSIC) - Bruxelles, le Laboratoire de recherche en sciences de l'information et de la communication du Celsa Paris-Sorbonne (GRIPIC), le Programme de Pós-graduação em Jornalismo de l'Université Fédérale de Brasília, le Programme de Pós-graduação em Jornalismo de l'Université Fédérale de Santa Catarina, le Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS-UQAM) - Montréal, le Groupe de recherche sur les mutations du journalisme (GRMJ) – Québec, le Groupe de recherche en communication politique (GRCP) - Québec et la Faculté des Lettres de l'Université Laval – Québec.

Depuis 2011, des chercheurs lusophones et francophones se rencontrent, tous les deux ans, pour échanger et présenter leurs travaux autour des mutations structurelles du journalisme. Ce colloque *Le journalisme impuissant ?* prévu à Québec en mai 2017 fait suite aux *Silences du journalisme* (Florianópolis, 2015), aux *Changements identitaires* (Natal, 2013) et aux *Changements et permanences du journalisme* (Brasília, 2011) et s'insère donc dans une série intitulée MEJOR.

Les nombreux contextes politiques « extrêmes » – les guerres au Moyen-Orient, le terrorisme en Europe, en Afrique, en Asie et aux États-Unis, le « coup d'état institutionnel » au Brésil, la « sale guerre » autour de la drogue au Mexique, les États déchirés de l'Afrique, sans compter les États autoritaires de la Russie, de la Chine et de Cuba – invitent à mesurer l'écart contemporain entre la performance journalistique et les attentes que les intellectuels, le monde académique et en général les ténors de ce métier et les médias dits de qualité ont à son endroit. L'hypothèse euristique voudrait en effet que ces contextes « extrêmes » exacerbent cet écart et le dévoilent.

C'est ce que propose ce colloque *Mejor 4* en centrant son propos sur la question : comment, dans les contextes actuels de guérillas militaires, de quasi guerres civiles, de guerres économiques, d'inquiétudes généralisées pour l'environnement et plus généralement de montée des populismes, le journalisme parvient-il à maintenir son projet séculaire d'être à la fois un espace de publicisation des conflits sociaux, de défense des intérêts singuliers et de mise en lumière des conditions d'un commun ? Comment les journalismes nationaux accommodent-ils aujourd'hui ce projet aux déstabilisations de leurs espaces publics par le contexte présent et ses défis, la plupart transnationaux, tel celui du jeu des médias transfrontières (télévisions satellitaires, Internet, etc.).

Le projet du journalisme d'information, né dans le cadre industriel et démocratique tel qu'il s'est développé au cours du XIXe en Europe et Amérique du nord et au long du XXe siècle pour l'Amérique latine et l'Afrique, renvoie à trois fondements relativement communs aux divers journalismes nationaux: a) Sous peine de se renier, le journalisme devrait donner la parole à tous les points de vue. Il nourrit le conflit dans la sphère discursive en public (« *La communauté conflictuelle* » (Muhlmann, 2004) en même temps qu'il contribue à construire un monde commun « *imaginé* » (Anderson, 1983). b) Son processus d'autonomisation se nourrit d'une légitimité fondée sur un refus de la mise en tutelle par les pouvoirs politiques, sauf dans des circonstances exceptionnelles, celles-ci devant le rester. c) Ses pratiques font référence à une idéologie professionnelle et à un sens éthique qui renforcent l'image du journaliste en tant que défenseur et promoteur inconditionnel de la liberté d'expression et de son corollaire, la liberté d'informer.

Quatre grappes d'interrogations sont ici posées à des fins de vérification empirique, de débats, de réflexion et constituent dans cet appel à communications les quatre axes thématiques proposés.

L'attitude des États nationaux

Dans quelle mesure, les États se révèlent-ils les alliés du journalisme ? Sont-ils en volonté et en capacité de soutenir l'autonomie de leurs médias dans le but démocratique? Comment les Etats réagissent-ils vis-à-vis des médias, ont-ils des actions coercitives, incitatives, pédagogiques, concertées avec les journalistes et dirigeants de média ? Ou, l'ouverture des frontières informationnelles *via* les chaînes d'information satellitaires, Internet et les réseaux sociaux notamment, ainsi que la prégnance des idéaux démocratiques de libre circulation et de libre échange, paralysent-ils leurs velléités d'intervenir ? Ou encore, se livrent-ils à des formes insidieuses de mise au pas, à défaut d'une mise en tutelle ouverte comme ce fut le cas historiquement dans les situations d'urgence et de guerre ? Pourraient être considérés dans cette perspective la Directive européenne sur le secret des affaires, les répressions de « lanceurs d'alerte », l'imposition de non divulgation de certains éléments dans le cadre d'enquête sur le terrorisme, l'ajout de difficultés d'accessibilité aux terrains touchant les migrants ...

Les accommodements journalistiques

Comment les journalistes eux-mêmes agissent-ils et réfléchissent-ils leurs pratiques dans les contextes actuels sous tension extrême? En parlent-ils, s'organisent-ils différemment? Quelles conceptions du média mettent-ils de l'avant dans leurs discours publics sur eux-mêmes?

Ou, les journalismes nationaux régressent-ils vers une posture très proche du journalisme de transmission – droit de parole exclusif aux autorités politiques, institutionnelles, économiques, scientifiques et techniques (Brin, de Bonville et Charron, 2005) –, sans y être juridiquement et militairement contraints, et réduisent-ils à peau de chagrin leurs tentatives de mise en contexte et de polyphonie éditoriale?

Ou encore, se tournent-ils davantage vers les pratiques journalistiques venues du journalisme populaire et de divertissement, qui accentuent la production de faits anecdotiques, de témoignages erratiques, de relais des opinions extrêmes et de formes narratives centrées sur l'émotion?

Les tactiques des médias

Quelles conceptions du journalisme les médias mettent-ils de l'avant? Cherchent-ils à réagir à « la spirale du silence » (Neumann, 1974) que favorisent les contextes de fortes polarisations en prônant, favorisant et diversifiant la prise de parole publique?

Ou, au contraire, contribuent-ils à une mise à distance des mouvements sociaux, sous des formes différentes d'un pays à l'autre? L'actualité racontée et commentée, collectivement offerte et promue par le collectif des médias, laisse-t-elle des pans spécifiques de la société dans le silence, occultant leurs explications et leurs propositions d'action?

Le projet par la bande?

Le projet séculaire du journalisme, s'il peine, dans ces contextes extrêmes, à se réaliser dans les espaces médiatiques fortement institués que sont les médias *mainstream*, est-il saisi et brandi par d'autres acteurs que les journalistes professionnalisés et les entreprises d'information? Par exemple, les réseaux socio-numériques sont-ils le support d'une continuité du projet de transparence de l'action publique et de permanence du débat politique, en particulier alors que les tensions s'exacerbent? De même, les modes narratifs issus du web, des traditions de longs formats, de l'écriture littéraire, des pratiques du jeu vidéo ou d'imitation de la réalité par le virtuel seraient-ils aussi des moyens de réaffirmer ou renouveler le projet du journalisme?

Les propositions doivent nécessairement partir d'une recherche empirique – condition essentielle - centrée sur l'analyse des pratiques professionnelles, des représentations ou de la couverture médiatique, sur des études de cas ou des études comparées entre territoires... Les propositions peuvent émaner des domaines des études du journalisme et des médias, tout comme de l'économie politique, de la linguistique, de la sociologie, des sciences politiques...

Calendrier

Clôture de la réception des propositions de communication (6.000 signes)	20 octobre 2016
Annonce des travaux sélectionnés	30 novembre 2016
Clôture de la réception du texte (de 20 000 à 30 000 signes)	3 avril 2017
Publication des actes du colloque	mai 2017
Réalisation du colloque	3 au 6 mai 2017
Journée méthodologie « Écrire la recherche en journalisme »	6 mai 2017

Règles de soumission

Sont acceptés les travaux d'auteur individuel ou collectif. Dans le cas des productions collectives, au moins un des auteurs de l'article devra être titulaire d'un doctorat. Le(s) auteur(s) devront transmettre une proposition de communication de **6000 signes** (indiquant la problématique, la méthode, le terrain ou corpus, la bibliographie de référence).

Les propositions doivent être transmises par mail, pour le 20 octobre 2016, à colloque.mejor@gmail.com.

Après accord du comité scientifique, le(s) auteur(s) devront transmettre le texte complet de l'article formaté de la manière suivante :

- - Entre 20 et 30.000 caractères (espaces compris). Doivent être inclus les intertitres, les notes et références bibliographiques, le résumé (dix lignes), les mots-clés (trois à cinq), la présentation de l'auteur (trois lignes).
- L'article devra être présenté en police Time New Roman, corps 12, interligne 1,5. Les citations longues seront en corps 10 et interligne 1.

Les travaux seront nécessairement inédits. Ils ne devront pas avoir été publiés dans quel que support que ce soit, ni présentés dans un autre colloque ou séminaire. Chaque auteur pourra soumettre un article, individuel ou collectif.

Processus de sélection et critères de sélection.

Les travaux seront évalués par un comité scientifique. Chaque travail présenté sera évalué à l'aveugle par des membres du comité scientifique. Les critères de sélection seront :

- § Originalité du travail
- § Lien avec le domaine d'étude
- § Adéquation avec la thématique
- § Champ et pertinence de la bibliographie utilisée
- § Adéquation théorique et méthodologique

§ Clarté, cohérence et respect des exigences de la littérature scientifique

Financement des coûts de voyage et de séjour

Les auteurs sont invités à se tourner vers leurs institutions et les organismes subventionnaires pour financer les coûts de participation au colloque (voyage, séjour). Il est conseillé de ne pas attendre l'annonce des travaux sélectionnés pour introduire des demandes de financement.

Frais d'inscription

50\$ (canadiens) sauf pour les étudiants

Comité scientifique

Jean Charron, Université Laval, Québec

Luiz Martins da Silva, Universidade de Brasília, Brésil

Renaud de la Brosse, Linneaus University, Suède

David Domingo, Université libre de Bruxelles, Belgique.

Cárlida Emerim, Universidade Federal de Santa Catarina, Brésil

Marie-Soleil Frère, Université libre de Bruxelles, Belgique.

Raúl Fuentes Navarro, Universidad Jesuita de Guadalajara (ITESO), Mexique

Isabelle Garcin-Marrou, Sciences politiques de Lyon, France.

Éric George, Université du Québec à Montréal (UQAM), Québec

Samuel Lima, Universidade Federal de Santa Catarina, Brésil

Sandy Montanola, Université de Rennes 1, France

Sylvia Moretzsohn, Universidade Federal Fluminense, Brésil

Guillaume Pinson, Université Laval, Québec

Lia Seixas, Universidade Federal da Bahia, Brésil

Jean-François Tétu, Université Lyon 2, France

Isabel Travancas, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Brésil

Raúl Trejo Delarbre, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Mexique

Jacques Walter, Université de Lorraine, France.

Comité d'organisation :

Arnaud Anciaux, Henri Assogba, Renaud Carbasse, François Demers – Université Laval, Québec, Canada.

Rogério Christofolletti, Universidade Federal de Santa Catarina, Florianópolis, Brasil.

Juliette de Maeyer, Université de Montréal, Québec, Canada.

Florence Le Cam, Université libre de Bruxelles, Belgique.

Fabio Pereira, Universidade de Brasília, Brasil.

Denis Ruellan, Université Paris-Sorbonne, France.